



Note d'information: 1

RÉCITS D'IMPACTS

Le programme CoST a développé des procédures visant à rassembler, vérifier et diffuser des informations relatives à des projets de construction financés par les États. Ces procédures de divulgation visent à permettre une communication d'informations qui améliore la transparence et la responsabilisation, tout en aidant sur le long terme à rentabiliser les investissements réalisés pour financer la construction d'infrastructures. Des éléments de preuve tendent à démontrer l'impact positif de cette procédure. Ainsi, dans certains pays, elle a permis d'amener des modifications dans les procédures gouvernementales, tandis que d'autres ont intégré les procédures du programme CoST au sein de leurs propres cadres institutionnels.

Nous fournissons ici des exemples de ces réussites.

Malawi: Une étude de référence conduit à une réforme structurelle

L'étude de référence du Malawi a révélé un dépassement du temps moyen de 97 % et des coûts de 6 % sur les échantillons de projets de construction considérés. Cette information a confirmé les craintes du Gouvernement quant au manque de rentabilité des investissements financiers opérés dans la construction d'infrastructures. Un examen de l'adjudication puis de la réalisation des ouvrages du secteur public a été entrepris par Salephera Consulting. Cette analyse a conclu que le Ministère des transports et des infrastructures publiques manquait des capacités nécessaires pour gérer ses projets.

Le Parlement malawite a par la suite approuvé un ensemble de réformes visant à améliorer la capacité de gestion et à garantir un meilleur respect des dates d'exécution des projets de construction du secteur public. Cet ensemble de réformes incluait des mesures visant à isoler le Département de la construction du Ministère des transports et des infrastructures publiques, tout en lui accordant des pouvoirs législatifs lui permettant de sous-traiter des fonctions cruciales nécessitant la mobilisation de capacités spécifiques.

Outre ce train de réformes, le Bureau du directeur en charge de l'adjudication des marchés publics malawite a accepté d'inclure une clause aux révisions apportées à la Loi sur l'adjudication de marchés publics qui spécifiera que les entités adjudicatrices seront désormais dans l'obligation de diffuser les informations connexes, comme le prévoient les propres dispositions du programme CoST. Membre du Conseil national de l'industrie de la construction, Rodgers Banda a déclaré: "Cela démontre la manière dont le programme CoST peut aider à identifier les déficiences du secteur public et servir de catalyseur pour mener des réformes."

Éthiopie: Apporter de la transparence à la Proclamation nationale d'adjudication de marchés

Le Groupe multipartite (MSG - Multi-stakeholder Group) qui a dirigé le programme CoST en Éthiopie est parvenu à persuader le gouvernement éthiopien d'inclure à une nouvelle Proclamation d'adjudication de marchés la majorité des informations que le programme CoST souhaitait voir diffusées. Le MSG a réussi à accéder directement à l'Agence en charge des adjudications en invitant un haut représentant à se joindre au Groupe en tant que représentant du gouvernement. La proclamation a été publiée en 2010.

Tanzanie: Provoquer un audit technique

Le programme CoST de Tanzanie a tout d'abord reçu une confirmation écrite précisant que le bâtiment abritant les bureaux de la nouvelle société d'investissement du Fond de pension des services publics de Dar Es Salaam ferait partie du projet pilote. Cet accord de participation a été ultérieurement retiré sans explication valable. L'Autorité de réglementation des marchés publics a par la suite décidé de soumettre le projet à un audit technique exhaustif. Bien que les résultats de l'audit ne soient pas encore connus, ceci est un exemple de la manière dont les autorités légales contrôlent et réagissent aux agissements des entités adjudicatrices lorsque celles-ci semblent peu enclines à subir cet exercice de transparence.



Photographies reproduites avec l'aimable autorisation de la Banque mondiale.

"Le programme CoST peut aider à identifier les déficiences du secteur public et servir de catalyseur pour mener des réformes"

Note d'information 1



“...un moyen nous permettant de recueillir des informations relatives aux coûts et aux performances enregistrés à l'issue des projets et d'améliorer notre accès aux données internationales”

“L'adoption d'un plan de construction différent, dont l'élaboration avait été recommandée par l'équipe de certification éthiopienne devrait permettre une économie de 40 millions de birrs, soit 2,3 millions de dollars.”

Les Philippines: Intégrer le programme CoST à des initiatives existantes

Contrairement à d'autres pays pilotes du programme CoST, les Philippines avaient déjà instauré des mesures de transparence et recouraient fréquemment à la participation de la société civile dans le secteur de la construction. Le MSG qui a dirigé le programme CoST aux Philippines a reconnu dès le départ que pour garantir le succès du programme CoST, il était nécessaire qu'il soit cohérent avec des mesures existantes et qu'il complète ces dernières, de même qu'il doit, si possible, être intégré aux systèmes et procédures existantes.

Le MSG a réuni des représentants des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile, dont le rôle était de veiller à l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation. Il s'est instauré en tant qu'entité légale indépendante et a par la suite désigné un représentant de la société civile comme Président. Le MSG a collaboré étroitement avec la Commission d'audit (COA – Commission on Audit) qu'il est parvenu à convaincre d'accepter d'intégrer à son travail quotidien les fonctions d'obtention et de vérification des informations relatives au projet. De même, le MSG a assidument travaillé avec le PhilGEPS, un système d'adjudication de marchés gouvernemental électronique, qui a accepté d'utiliser son système pour diffuser les informations en rapport avec le projet. De cette façon, le programme CoST des Philippines a été en mesure de réduire sa dépendance vis-à-vis des soutiens externes et il s'est assuré que les processus du programme CoST faisaient adéquatement partie du système.

Le Président du MSG, Vincent Lazatin, explique:

“Harmoniser le programme CoST avec les initiatives existantes a requis de nombreux efforts. Cela incluait de former le personnel du COA et de développer un plan d'affaires pour PhilGEPS qui devait confirmer si le programme CoST pouvait s'autofinancer à terme. De cette façon, il a été possible de démontrer à quel point le programme CoST peut apporter une valeur ajoutée aux initiatives existantes.”

Royaume-Uni: Permettre une comparaison des prix à l'échelle internationale

Le projet pilote du Royaume-Uni a divulgué des informations relatives à huit projets de construction de routes, de protections anti-inondations, de logements et de bâtiments scolaires. Peu de temps après l'achèvement de son projet, Infrastructure-UK (I-UK) a annoncé son intention d'inclure le programme CoST à celui-ci afin de réduire les coûts inhérents à ces constructions d'infrastructures.

I-UK est un Département du gouvernement responsable du Plan national d'infrastructures. L'intérêt qu'il porte au programme CoST provient de sa capacité à recueillir régulièrement des données dans un format simple et du potentiel suscité afin de créer sur le long terme un référentiel comparatif entre les coûts d'infrastructures au Royaume-Uni et ceux pratiqués au niveau international. Un Groupe d'I-UK en charge de la collecte de données a été établi afin de gérer cette question. Il comprend des représentants issus des plus grandes agences gouvernementales, notamment Highways Agency, Environment Agency, London Underground et Network Rail. Le plan de mise en œuvre d'I-UK affirme ce qui suit:

“Grâce au Groupe de collecte de données sur les infrastructures que nous formons conjointement avec l'initiative de transparence dans le secteur de la construction (CoST), [nous prévoyons de] développer un moyen nous permettant de recueillir des informations relatives aux coûts et aux performances enregistrés à l'issue des projets, et d'améliorer notre accès aux données internationales.”

Éthiopie: Identifier les économies de coûts et contribuer à l'amélioration de la gouvernance

L'adoption d'un plan de construction différent, dont l'élaboration avait été recommandée par l'équipe d'audit de la transparence éthiopienne, devrait permettre une économie de 40 millions de birrs, soit 2,3 millions de dollars. Après consultation des documents relatifs au projet, l'équipe d'audit de la transparence



Note d'information 1

avait pointé du doigt le volume exagéré de mur de soutènement et la quantité inimaginable d'excavation prévue pour construire la route rurale de 33 km de long dans le sud de l'Éthiopie. Un atelier organisé à l'initiative du MSG et rassemblant à la fois les médias et les organisations de la société civile avait suscité un grand intérêt pour ce projet. Le MSG du programme CoST éthiopien a alors agi comme intermédiaire déterminant en persuadant les autorités routières éthiopiennes (ERA -Ethiopian Roads Authority) et l'ingénieur chargé de la supervision des travaux d'adopter la recommandation formulée par l'équipe d'audit de la transparence qui préconisait qu'une autre proposition de plan soit formulée afin de construire le tronçon de route de 2,5km de long. Outre les économies réalisées, les concepteurs de ce projet ont été suspendus pour une durée de deux ans par l'ERA, du fait de leurs agissements sur ce projet, ainsi que d'autres constatés sur plusieurs autres projets.

Tanzanie: Identifier les déficits de capacité

L'examen par le programme CoST d'un projet visant à améliorer les installations médicales dans la municipalité de Tabora a révélé l'existence d'un montant disproportionné alloué aux risques et aux charges. Le programme CoST a immédiatement redouté un problème de surfacturation et de possibles abus. Un complément d'enquête a démontré que le métreur vérificateur chargé de l'élaboration du devis quantitatif avait manqué du temps et de l'assistance nécessaires en vue de préparer un devis détaillé et juste. De ce fait, la provision pour les risques et charges avait été majorée pour tenter de couvrir les risques de dépassements imprévus. Si cette pratique devait se produire fréquemment, cela fausserait les allocations budgétaires et hypothèquerait fortement les efforts déployés pour gagner en rentabilité.

Le MSG et l'équipe d'audit de la transparence sont parvenus à convaincre l'entité adjudicatrice de marchés publics d'investir dans des capacités additionnelles afin d'améliorer ses performances et de garantir une meilleure gestion financière à l'avenir.

Vietnam: Démontrer l'intérêt d'un soutien politique de haut niveau

Le Vietnam a été le dernier pays à adhérer au projet pilote. Bien que le travail d'étude de référence et celui entrepris par l'équipe d'audit de la transparence se soient déroulés plus tard que pour tout autre pays, le Vietnam a très vite progressé. Il a finalisé un accord avec des entités adjudicatrices de marchés et a rapidement sélectionné ses projets. Il a été le seul pays pilote qui, au cours de la phase de mise en œuvre du projet, a su rassembler et diffuser régulièrement les informations à sa disposition.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi le programme CoST du Vietnam est parvenu à réaliser de tels progrès, l'un des plus importants tenant probablement au fait que le Premier ministre s'est lui-même porté garant du programme CoST dans sa phase de démarrage. Ce soutien politique de haut niveau a été maintenu par le Ministère de la Construction, qui a été ultérieurement désigné comme le grand champion du programme CoST.

Guatemala: L'action du gouvernement fondée sur les conclusions CoST

Le programme CoST au Guatemala a mis en exergue divers problèmes ayant donné lieu à une action gouvernementale. Conformément à une recommandation de l'équipe d'audit de la transparence, les entités adjudicatrices de marchés publics doivent s'assurer que le projet est doté d'un budget suffisant avant de passer des contrats avec des entreprises tierces. Cela permet notamment d'éviter tout retard au moment de débiter la construction. Le MSG a également émis des réserves sur l'utilisation d'ONG dans le but de détourner des fonds attribués au financement de projets d'infrastructures. La Direction générale des routes a annulé les contrats de travaux liés à la conception et à la reconstruction du Pont Belize de Guatemala City, en se fondant sur les éléments rassemblés par l'équipe d'audit de la transparence, qui a constaté une utilisation inappropriée des procédures d'adjudication dans des situations d'urgence telles que les catastrophes naturelles. L'intervention du programme CoST au Guatemala a également permis d'améliorer le niveau moyen de divulgation proactive des informations relatives aux projets, en passant de 25% lors de l'étude de référence, à 65% sur les treize projets diffusés jusqu'ici.



"L'examen par le programme CoST d'un projet visant à améliorer les installations médicales dans la municipalité de Tabora a révélé l'existence d'un montant disproportionné alloué aux risques et aux charges"

"L'intervention du programme CoST au Guatemala a également permis d'améliorer le niveau moyen de divulgation proactive des informations relatives aux projets, en passant de 25% lors de l'étude de référence à 65% sur les treize projets diffusés jusqu'ici"

Note d'information 1



Ce qu'ils disent du CoST

"L'EIC préconise d'une part l'existence d'une concurrence loyale et transparente sur les projets de construction internationaux et d'autre part, un contrôle minutieux de la mise en œuvre des projets. Nous croyons que le programme CoST peut contribuer de façon déterminante à l'élaboration de pratiques d'adjudication et d'exécution de projets efficaces et fiables au niveau international."

Michel Démarre, ancien Président de European International Contractors

"Le programme CoST constitue un ajout précieux à l'ensemble des dispositifs développés pour favoriser une diffusion des informations plus efficace et plus pertinente sur les infrastructures financées par de l'argent public, ce qui permet parallèlement d'améliorer la transparence et de réduire les risques de corruption pour l'adjudication et l'exécution des contrats. Le programme CoST vient compléter les propres initiatives de la FIDIC tels que le GPIMS, le Système gouvernemental de gestion de l'intégrité dans les marchés publics, et le FIMS, le Système de gestion de l'intégrité à destination des sociétés de conseil du secteur privé du FIDIC."

Gregs Thomopulos, ancien Président d'International Federation of Consulting Engineers

"Lorsque le secteur s'attaque aux défis de développement durable, l'IBLF promeut la réalisation d'actions collectives au travers de processus multipartites, à l'instar de ceux prévus par le programme CoST et que nous soutenons fermement. Bien que l'IBLF n'ait pas d'influence directe sur les résultats obtenus par l'initiative CoST, nous croyons néanmoins que ce n'est que par le biais d'actions collectives qu'il est possible de réellement progresser."

Graham Baxter, Conseiller principal de l'International Business Leaders Forum

"Et pour ce qui est relatif aux maîtres d'œuvre et aux consultants, l'initiative du programme CoST devrait leur permettre de faire jeu égal et donc de faciliter l'accès à de nouveaux marchés internationaux."

Kristina Smith, International Construction Review, 1er trimestre 2011

Pour obtenir plus d'informations et pour nous contacter:



Initiative de transparence dans le secteur de la construction

Weston House, 246 High Holborn, Londres WC1V 7EX.

Tél: +44 (0)20 3206 0488

Fax: +44 (0)20 3206 0401

Site Internet: www.constructiontransparency.org

Email: CoST@constructiontransparency.org

Compte Twitter: [@CoSTransparency](https://twitter.com/CoSTransparency)